

MARCHÉS PUBLICS / ACHATS

Achat public : « Se transformer ou mourir »

[Marchés globaux](#)[Marchés négociés](#)

Publié le 6 février 2017 à 14h34 - par Sébastien Taupiac

Ce titre évocateur repris du récent ouvrage de Jean-Louis Beffa évoquant les grands groupes face aux start-up vise à introduire un article, consacré ce mois-ci, à une forme de responsabilité historique de la commande publique en France mais plus largement en Europe.



Le monde qui nous entoure est en pleine mutation : États-Unis, Brexit, interrogations au niveau du modèle de l'Europe, effets de la mondialisation, enjeux liés à l'emploi, vieillissement de la population, digitalisation, robotisation, transformation des métiers, enjeux historiques de l'éducation et de la formation. Personne ne peut prétendre que la

commande publique qui représente 10 à 15 % du PIB de l'Europe et de chaque État membre (200 mds euros en France) échappe à ses bouleversements.

La commande publique est donc un peu comme une grande entreprise obligée de se transformer. Elle est aujourd'hui à la fois un acte « juridique », « économique », « numérique » et « politique ».

Le colloque de l'Apasp, association historique des acheteurs publics en fait d'ailleurs le thème de son prochain colloque.

Le rôle primordial de nos TPE-PME dans l'adaptation à ces transformations

La France compte aujourd'hui plus de 3,5 millions d'entreprises. Les TPE-PME, qui en représentent 99,8 %, jouent selon tous les économistes un rôle primordial dans le tissu économique français. Elles réalisent 36 % du chiffre d'affaires total des entreprises (soit 1 300 mds euros), un salarié sur deux y travaille mais seulement 11,7 % d'entre-elles exportent leurs produits ou leurs services à l'international. Elles contribuent à hauteur de 44 % à la valeur ajoutée du tissu productif français mais ne représente qu'un peu plus de 25 % en montant de la commande publique.

Au-delà de leur poids économique, les TPE-PME disposent de nombreux atouts pour permettre à la France et à l'Europe de s'inscrire dans ces évolutions :

- Création rapide d'emplois qualifiés
- Accompagnement à la mutation et transformation des métiers (alternance, formation interne)
- Agilité sur le marché intérieur et européen
- Capacité plus grande à innover et à se transformer (offre et modèle économique) et à notamment intégrer la transformation digitale

Leur faciliter et leur permettre un accès plus important et régulier à la commande publique est donc un enjeu national et plus largement européen.

Une prise de conscience croissante

La 64^e enquête de conjoncture PME réalisée par BPI France témoigne d'un certain dynamisme pour ces entreprises. Si les premières perspectives pour 2017 restent bien orientées, une franche accélération n'est pas constatée. La commande publique constitue donc un indéniable levier que de nombreux acheteurs publics tentent à juste titre de mobiliser.

L'actualité de la commande publique en atteste : mobilisation de l'État, mise en place de Small Business Act dans les territoires, Loi égalité réelle Outre-mer permettant de réserver des marchés aux PME ultramarines...

Évoquons également l'importance de ce sujet lors des dernières assises du Produire en France 2016.

Sans avoir à juger de la pertinence ou de la performance indiscutable des initiatives mises en place, force est de constater que les acheteurs publics, entités ou autres structures de mutualisation qui feront l'impasse sur l'accès des TPE-PME, la performance économique en coût complet, l'innovation, le développement durable ou encore l'insertion sociale risquent d'être relayés prochainement au siècle dernier et amenés peut-être à être remis en cause, abandonnés alors par des décideurs publics amenés eux aussi à intégrer davantage l'humain et le citoyen dans ses décisions et à faire preuve d'une agilité permanente.

Le retour au premier plan de l'humain

Dans un monde qui n'a jamais été aussi connecté mais de plus en plus instable, l'être humain semble lui de plus en plus déconnecté ! Beaucoup s'accorde à dire que nous atteignons dans notre vie personnelle mais également professionnelle le sommet de ce paradoxe !

La prise en compte de l'humain ne peut se limiter, notamment en matière de commande publique, à l'insertion sociale. Si réserver des marchés à certaines catégories d'entreprises, mettre en place des critères ou des clauses spécifiques constituent déjà une avancée notable, il serait discutable de limiter cette approche au seul sujet des personnes éloignées de l'emploi et au handicap.

L'achat public, au-delà d'être responsable, est contraint à devenir exemplaire. Exemplaire dans son relais des politiques publiques, exemplaire dans sa performance économique (au sens coût complet et coût du cycle de vie) et imaginatif dans sa capacité à imposer ou valoriser

au sein des offres des candidats des aspects tels que l'égalité homme-femme, la non-discrimination à l'embauche, la formation interne, l'accompagnement social ou culturel des collaborateurs, les initiatives externes à vocation sociale ou environnementale, la qualité de vie au travail...

Des acheteurs publics invités à être dans un contexte juridique posé, plus que jamais exemplaires et créatifs !

Une citoyenneté de plus en plus active

Le citoyen demeurait historiquement éloigné du débat et des enjeux liés à la commande publique. Lui a-t-on peut-être « vendu », afin de le rassurer, le fait que celle-ci était totalement maîtrisée aussi bien d'un point de vue juridique qu'économique. En résumé, le rassurer sur le bon usage des deniers publics et donc de ses impôts !

Le débat d'une citoyenneté active (au-delà du droit de vote) est au cœur de l'actualité et remet au premier plan l'enjeu d'une république sociale, participative, écologique, démocratique et populaire, aidé en ce sens par le déploiement rapide d'outils digitaux participatifs.

L'achat public joue un rôle clé dans la vie de chacun et ce que ce soit au niveau des achats de l'État (sécurité, défense, administration numérique, éducation, formation...), des collectivités territoriales (vie quotidienne, qualité de l'air, éducation, accompagnement au bien vieillir, ...) que des établissements de santé (égalité d'accès aux soins et à l'innovation clinique, parcours digital du patient, prise en charge...).

Innover en matière d'achat public devrait ainsi conduire les structures de mutualisation de plus en plus professionnelles et expertes à associer à leurs réflexions et pourquoi pas à leurs choix, ce citoyen qui nous rappelle chaque jour que nos achats sont aussi les siens !

En conclusion

La France, tout comme de nombreux pays, s'oriente vers une plus grande structuration et professionnalisation de sa commande publique, plus à même de garantir au citoyen un usage « intelligent » des deniers publics.

Si les seules voies de la massification et de la mutualisation semblent déjà un peu derrière nous, n'en demeure pas moins que l'achat public demeure encore trop souvent uniquement un acte juridique et économique (au sens prix et non au sens coût du complet). Ces fondamentaux sont acquis par de nombreux opérateurs nationaux et territoriaux et doivent permettre désormais de s'orienter vers la notion de « valeur ajoutée ».

Dans ce contexte de « concurrence » des opérateurs d'achat, seuls les plus agiles et les plus en phase avec les enjeux économiques, sociaux, sociétaux et politiques subsisteront.

Les acheteurs publics sont donc finalement confrontés aux mêmes enjeux que les entreprises : répondre aux attentes exprimées, être innovants, être exemplaires, être agiles et être économiquement performants.

Les Français ne sont-ils pas des champions en termes d'ingénierie et de créativité et ainsi à même de faire de leur commande publique un modèle d'efficience, de responsabilité et d'exemplarité au niveau européen et mondial ? Je le crois...

Sébastien Taupiac,
Directeur délégué à l'innovation à l'UGAP

On vous accompagne

Retrouvez les dernières fiches sur la thématique « Marchés publics »

Mener une politique d'achat responsable pour un CCAS/CIAS

01/10/24 #Développement durable #Préparation du marché

Appliquer des pénalités de retard aux entreprises

13/09/24 #Indemnisation #Marché de travaux

Prononcer la réception

11/09/24 #Réception des travaux #Marché de travaux

Savoir sélectionner la meilleure offre ou apprécier la valeur du mémoire technique des candidats

11/09/24 #Sélection des candidats #Évaluation des candidats

Gérer la cession de créance et délivrer l'exemplaire unique

11/09/24 #Avance de paiement du marché
#Gestion des services publics

Faire établir et accepter le décompte général et définitif (DGD)

11/09/24 #Réception des travaux #Marché de travaux

Conclure le contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)

11/09/24 #Maître d'ouvrage #Marché de travaux

Lancer un concours de maîtrise d'œuvre

11/09/24 #Concours dans le cadre d'un marché public #Maître d'œuvre

Voir toutes les ressources numériques [Marchés publics](#)

On vous recommande

Commande publique 28/07/20
De nouveaux seuils de dispense de procédure à intégrer par les acheteurs

Appel d'offres 02/08/24
Les modalités imposées de tarification pour la livraison de livres ne s'appliquent ...

Commande publique 25/09/20
Projet de loi Asap : vers un nouvel assouplissement des règles de la commande ...

Commande publique 09/12/20
Simplification des règles de la commande publique: la loi Asap est publiée

Commande publique 14/12/20
Adoption de la loi Asap : retour sur la décision du Conseil constitutionnel

Commande publique

12/01/21

Loi Asap : le droit ne peut pas être une
réponse unique aux enjeux de politique ...

Le dernier livre blanc



Marchés publics

**Décarbonation de l'achat public : la
transition vers un achat bas-carbone
responsable**

Télécharger

[Voir tous les livres blancs](#)

Offres d'emploi

Marchés publics

JURISTE SPECIALISE EN DROIT IMMOBILIER PUBLIC

Communauté d'agglomération du Pays de Dreux

Publiée Il y a 2 h.

[Voir l'annonce](#)

un(e) chargé(e) de dossiers marchés publics (f/h)

Mairie de Villeneuve-d'Ascq

Publiée Il y a 5 h.

[Voir l'annonce](#)

Chargé des affaires juridiques et des marchés publics H/F

Mairie de Linas

Publiée Hier

[Voir l'annonce](#)

Gestionnaire des Marchés Publics / Adjoint(e) à la Responsable de Service

Communauté de communes de Cattenom et Environs

Publiée Le 04 oct.

[Voir l'annonce](#)

[Voir toutes les offres sur weka.jobs](#)

Les + Vus

02/09/24

GIPA 2024 : les agents publics veulent bénéficier d'un nouveau ...

01/10/24

Fonction publique : le projet de réforme n'est à ce stade "ni ...

03/10/24

Le recrutement d'un fonctionnaire dans la fonction publique ...

07/10/24

Refonte du régime indemnitaire des policiers municipaux : tout ...

02/10/24

Collectivités : la Cour des comptes plaide pour une réduction de ...

[Voir tous les articles publiés](#)

© Éditions WEKA - Tous droits réservés